



**Syndicat national des agents de la Concurrence,
de la Consommation et de la Répression des Fraudes**

L'Atrium - 5 place des vins de France 75573 PARIS cedex 12

☎ 01 53 44 21 53, 54 @ :cgt@dgccrf.finances.gouv.fr www.cgt-ccrf.net

Paris, le 12 décembre 2016

***Penser une administration de contrôle hors des territoires,
C'EST LA CONDAMNER***

On allait voir ce qu'on allait voir ! Les préconisations du rapport Auvigne Masurel devaient constituer une réponse à l'affaissement de la DGCCRF et de ses missions résultant à la fois de la mise en œuvre de la RÉATE et de l'assèchement de l'emploi.

Le plan d'action interministériel (PAI) qui les traduit et qui produit ses premiers effets, montre que faire pire est encore possible.

Le plan d'action ouvre une nouvelle séquence de dépeçage de la DGCCRF, de régression insupportable dans l'exercice des missions, des conditions de travail, et d'attaques contre les droits et garanties des personnels.

Penser une administration de contrôle hors des territoires c'est la condamner ! Le contrôle économique ne peut se concevoir hors sol, s'éloignant de plus en plus de l'implantation des entreprises et des lieux de vie des consommateurs.

Visibilité (mesure 8)

Mesure qui reste symbolique et ne doit pas cacher l'outil de destruction d'une véritable administration de contrôle que constitue globalement le plan d'action

La CGT le réaffirme, pour reconstruire une administration de contrôle à la hauteur des attentes et des besoins de nos concitoyens, il est urgent de :

Placer l'exercice des missions au plus près du tissu économique et des consommateurs, c'est-à-dire en département (y compris si besoin sur des implantations infra départementales).

L'inter ministérialité en DD(CS)PP et en DIRECCTE a prouvé son inefficacité. Seuls des services (dans chaque département et chaque région) rattachés directement et uniquement à la direction générale peuvent permettre un réel exercice de toutes les missions sur l'ensemble du territoire. Passer sous la tutelle d'une direction de région, sous l'autorité d'un préfet RBOP (responsable des budgets opérationnels de programme) oeuvrant pour une grande partie au développement économique et veillant aux intérêts des entreprises, ne sera jamais la solution.

Les laboratoires SCL

Ils participent directement aux missions de la DGCCRF. A l'identique, ils dépérissent avec le manque d'effectifs, de moyens et une réorganisation bureau-cratique.

Remettre des effectifs sur le terrain, à savoir 14 agents minimum dans chaque département avec un plan de recrutement visant un effectif de 4000 agents.

Cet abondement est vital pour les départements et doit être immédiatement mobilisé vers les plus petits d'entre eux (au moins 10 agents sans délai).

Accueil du public

Fermer les lieux d'accueil du public revient à déconnecter les plaintes et réclamations de la connaissance du terrain, c'est réduire l'efficacité du service public.

Renoncer aux mutualisations, inter départementalisation et fusions, à l'encadrement bi (voire tri) sites, à la refonte des réseaux de contrôle. Comment imaginer mettre efficacement des agents sur le terrain en augmentant les distances parcourues, en créant des postes d'adjoints aux IP, en multipliant le pilotage, la bureaucratie et la réunionite, en rigidifiant le fonctionnement des réseaux ???!!

Préserver et développer les droits et garanties des personnels : à la mise en concurrence des régions, à la déserrance des plus petits départements, la DG répond par des postes à profil (au prétexte de couvrir des compétences rares), par de la rémunération inégalitaire (adossée aux fonctions tel le RIFSEEP) et accélère la remise en cause de la gestion nationale des agents de la DGCCRF. Ce faisant, elle neutralise ainsi le rôle des CAP.

Programmation des enquêtes

Avec toujours plus de bureaucratie et toujours pas de véritable gestion prévisionnelle des effectifs, la programmation des enquêtes est de plus en plus déconnectée de la réalité du terrain et des moyens disponibles et à venir.

Lors du CT Personnels et Missions, les organisations syndicales ont unanimement voté contre le plan d'action interministériel.

Le livre de la DGCCRF n'est pas fermé. Le dépérissement n'est ni inéluctable ni irréversible !! La mobilisation des agents peut mettre en échec cette destruction annoncée. Seule la lutte est de nature à faire bouger encore les lignes.

Alors que le service public est attaqué de toutes parts, nous devons affirmer encore plus fort notre attachement à une administration de contrôle économique, intégrant les laboratoires, et valoriser l'utilité sociale de nos missions.

Dès à présent, il nous faut organiser la collecte des situations locales, les traduire en revendications à partir des nécessités, les populariser et les porter à tous niveaux (DG, directions locales, élus et/ou candidats, médias).

Pour la CGT, il ne s'agit en rien d'un nouvel exercice de recensement.

Ces cahiers revendicatifs doivent servir, à partir du quotidien des agents, à porter concrètement les enjeux de services publics de la période et rappeler la nécessité de se mobiliser.